

E 2300 London, Archiv-Nr. 27

*Le Ministre de Suisse à Londres, C. Paravicini,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP No. 15

A la veille de la Conférence¹.

Londres, 2 juin 1933

Après quelques jours d'absence, il est instructif d'observer, à l'œil frais, l'état des choses et, en rentrant de Paris, je m'attendais à trouver ici, eu égard à la date rapprochée de la réunion des Délégations, quelques progrès vers l'éclaircissement dans la préparation et la disposition technique et mentale. Il paraît cependant qu'il n'en est

1. *Conférence économique mondiale, ouverte à Londres le 12 juin suivant.*



rien et que la situation est aussi embrouillée que jamais. A vrai dire, on remarque partout la même incertitude et la même confusion. Il est tout aussi impossible qu'avant mon départ d'avoir des indications quelque peu précises au sujet de la procédure, des intentions et de la politique que suivra la Délégation britannique. Le Premier Ministre continue à répondre évasivement à toutes les questions qui lui sont posées au Parlement, attitude qui ne manque pas d'appeler la critique dans des cercles étendus.

Les conditions générales sur le domaine politique international ont pris une allure plutôt défavorable que le contraire.

D'abord la tournure prise à la Conférence du Désarmement² et les nouvelles de Genève font ici une impression assez pénible. On avait espéré jusqu'au dernier moment que la Conférence Mondiale pourrait s'ouvrir sous les auspices encourageants d'un résultat, si maigre soit-il, acquis à Genève. L'anéantissement de cet espoir a un effet peu propice et l'inquiétude au sujet des difficultés qui surgiront à partir du 12 juin n'a certainement pas diminué. Cependant, puisqu'il a été impossible d'arriver à un accord convenable, on est généralement d'avis que mieux vaut renoncer à forcer les choses dans une atmosphère orageuse, comme celle qu'on soupçonne devoir exister à Genève, et de laisser les portes carrément ouvertes jusqu'à nouvel ordre.

Il est caractéristique de noter que, alors que jusqu'ici on avait posé en principe que le succès de la Conférence Economique se baserait sur un accord de Genève, on cherche maintenant, faute de mieux, à adhérer à la doctrine que le résultat qu'on obtiendra à Londres sauvera plus tard la situation à Genève. C'est un cercle vicieux de circonstances et d'idées qui, évidemment, ne trompe personne et n'est pas fait pour inspirer la confiance.

Dans tous les cas, l'ouverture du 12 juin ne se fera pas dans le calme qu'on souhaiterait voir régner pour le début d'une entreprise mondiale de cette envergure et la nervosité qui se fera sentir inévitablement sera due, pour une grande part, aux expériences faites à la veille autour du désarmement [*sic*]. Ainsi on suit avec anxiété les développements en Suisse pendant ces derniers jours et il y a lieu de relever certaines réflexions qui sont significatives.

Ainsi, on constate à nouveau la divergence qui existe entre les Grandes Puissances et les Nations moins importantes et on y voit un symptôme peu heureux pour la réunion de Londres. Bien qu'on se rassemblera ici sur un terrain et dans une ambiance différents, ces prédispositions psychologiques des participants ne manqueront pas, craint-on, de se faire valoir. On a l'impression que ce n'est que grâce à l'habileté³ du Président Henderson que la Conférence de Genève a échappé au fiasco et il n'est pas certain que, dans ce sens, Mr. MacDonald, appelé à jouer le rôle correspondant à la Conférence Mondiale, jouisse dans le public d'une confiance égale,³ à celle acquise à son collègue et rival.

Ensuite et malgré les démentis dans la presse, on n'est pas rassuré au sujet des dissentiments qui auraient compliqué dernièrement la situation au Cabinet Britan-

2. Cf. n^o 261.

3. Remarque de Motta: ?

nique même, précisément au sujet des questions de désarmement; on me dit cependant, de source sûre, que ces bruits ont été exagérés et qu'il n'a jamais été question, sérieusement, d'une divergence de vues qui aurait pu avoir des conséquences entre Sir John Simon⁴ et ses collègues. Mais, d'une manière générale, il est avéré que les derniers jours de Genève, au lieu de contribuer, ainsi qu'on l'espérait, à la bonne entente, si désirable pour la journée du 12 juin, ont plutôt gâté les dispositions qui, il y a encore une quinzaine de jours, se présentaient sous un jour décidément plus favorable.

En ce qui concerne le Pacte des Quatre Puissances⁵ dont on se promettait également un bon effet, sa signature après tant de difficultés et d'agitation inquiétante – si on arrive enfin à y procéder – ne saura rien changer au scepticisme qui règne. Dans tous les cas, il ne donnera guère d'élan au prestige personnel de Mr. MacDonald qui, lors de son retour de Rome⁶, avait cru en remporter un succès personnel. On ne se trompe pas sur le fait que, ensuite des changements essentiels qui auront été inévitablement apportés au texte original, ce Pacte sera au fond un document sans importance qui n'aurait jamais dû provoquer une telle mesure d'agitation.

Quant aux problèmes des dettes⁷, cette corvée qui, en vue de la date du 15 juin⁸, progresse chaque jour en acuité, il paraît y avoir l'incertitude la plus complète. Malgré le fait que cette question a été techniquement détachée de la Conférence, il n'en est pas moins certain qu'elle exercera une influence décisive sur toute la situation. Et voici, selon toute apparence, son aspect actuel:

1) Sur les intentions du Gouvernement, au sujet du paiement ou du non-paiement au 15 juin, il n'y a aucune indication. Il est même plus que probable qu'il n'y a pas de décision.

Entièrement en faveur du versement ne paraissent être que le Premier Ministre lui-même et Mr. Baldwin⁹; leur raisonnement se base sur des considérations de politique générale et il est indubitable que certains de leurs collègues au Cabinet ne sont pas d'accord, alors que d'autres restent hésitants.

2) La grande majorité des milieux entrant en ligne est opposée au paiement:

La Trésorerie qui a toujours été contraire au versement du 15 juin maintient fermement son attitude;

La Banque d'Angleterre est également opposée au paiement;

La Cité, comme telle, a été jusque très récemment indécise. Il y a eu des partisans puissants en faveur du paiement. Cette manière de voir paraît avoir changé depuis quelque temps en raison de l'attitude nerveuse et indéfinissable du Président Roosevelt et du Congrès, de sorte que, actuellement, on peut dire que, même dans ces milieux, l'opposition paraît devoir l'emporter.

[...]

4. *Ministre des Affaires étrangères.*

5. *Signé par l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie le 15 juillet suivant.*

6. *Du 18 au 20 mars 1933, MacDonald et J. Simon s'étaient entretenus à Rome avec Mussolini.*

7. *Cf. n° 213.*

8. *Echéance du paiement de la nouvelle tranche de la dette de guerre anglaise.*

9. *Lord-président du Conseil privé et Lord-garde du Sceau privé.*